

**N° DP 23/995**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 AU MARCHE 123RL21 ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF AUX PRESTATIONS DE MISE EN ŒUVRE, DE MAINTENANCE DE SOLUTIONS WIFI, ET DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE TPM ET LA VILLE DE TOULON (VDT)**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'accord-cadre à bons de commande n°123RL21 relatif aux prestations de mise en œuvre, de maintenance de solutions wifi, et de prestations complémentaires pour les besoins de la Métropole TPM et la Ville de Toulon attribué à NOMOSPHERE pour une durée de 1 an reconductible 3 fois pour un montant minimum annuel de 15 000.00€ HT un montant maximum annuel de 150 000.00 € et notifié le 21/07/2021,

**VU** les publications au BODACC en date du 28/10/2022 et du 28/05/2023,

**VU** le projet d'avenant n°1 du marché 123RL21, ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'il a été procédé à la transmission universelle de patrimoine de la société NOMOSPHERE (absorbée RCS 793 519 232) à la Société KERTEL (absorbante RCS 393 819 636) devenue NOMOTECH,

**CONSIDERANT** que cela a entraîné la dissolution sans liquidation de la Société absorbée NOMOSPHERE et transfert de tous pouvoirs à la Société absorbante KERTEL devenue NOMOTECH,

**CONSIDERANT** que le nouveau titulaire sera le nouvel établissement secondaire de la Société NOMOTECH (actif depuis le 01/02/2023), immatriculé au RCS 393 819 636 00225,100-101 Terrasse Boieldieu 92800 Puteaux,

**CONSIDERANT** que ces modifications sont sans incidence financière sur le montant de l'accord cadre et n'en change pas l'objet,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant n°1 à l'accord-cadre 123RL21 prenant en compte que le nouveau titulaire sera le nouvel établissement secondaire de la Société NOMOTECH (actif depuis le 01/02/2023), immatriculé au RCS 393 819 636 00225,100-101 Terrasse Boieldieu 92800 Puteaux.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que l'avenant n°1 est sans incidence sur les délais et montant de l'accord cadre.

La présente Décision sera

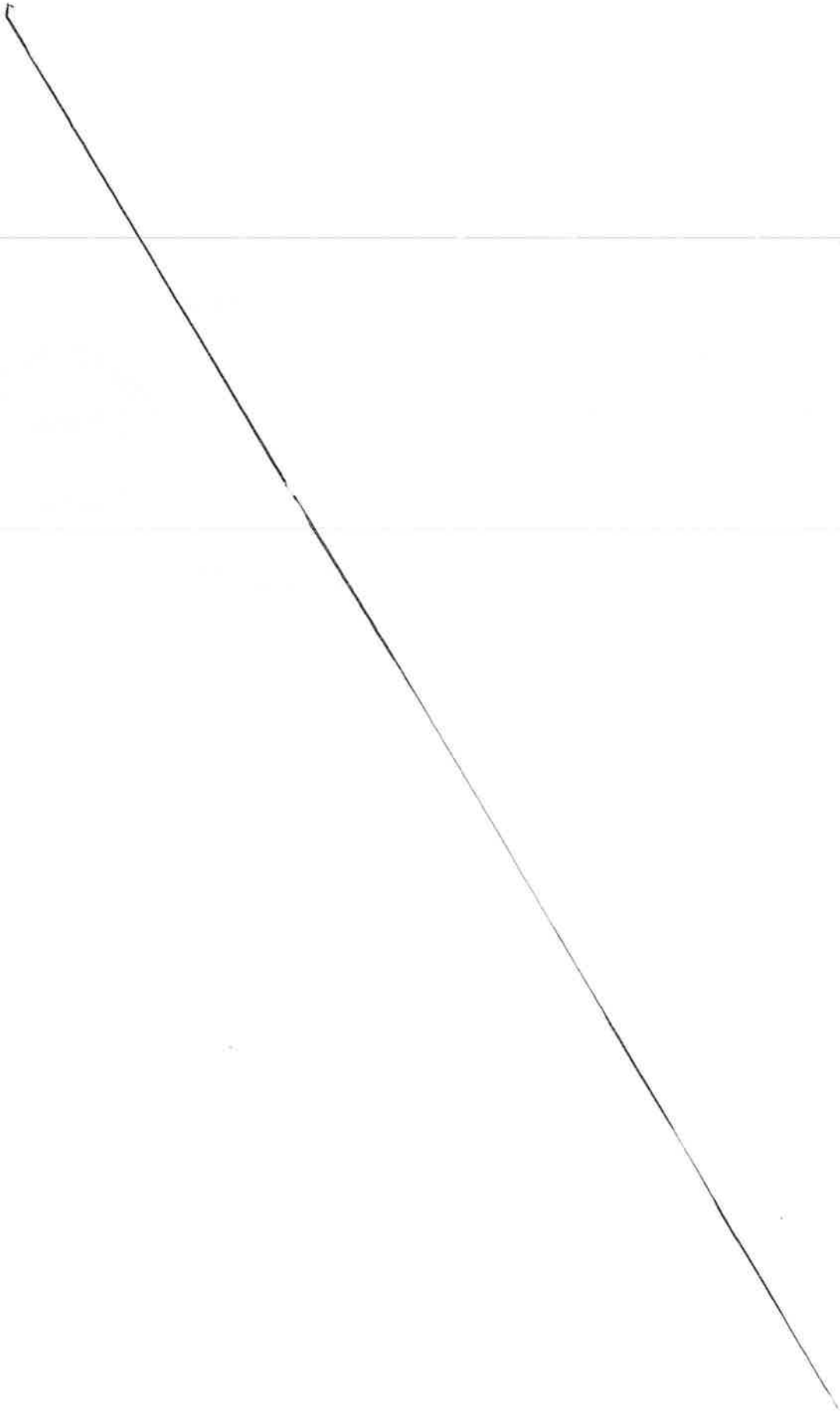
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **20 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## MARCHE N°123RL21 -

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF AUX PRESTATIONS DE MISE EN ŒUVRE, DE MAINTENANCE DE SOLUTIONS WIFI, ET DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE TPM ET LA VILLE DE TOULON (VDT)**

### AVENANT N° 1

#### A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

**Etablissement Public :** Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Le Président en exercice ;

**Direction :** Direction Pilotage & Relation Utilisateur - Ressources Numériques Mutualisées

**Titulaire Initial du marché :** **SOCIETE NOMOSPHERE**  
Siège social  
ZA de l'Estuaire  
53 avenue de la Pierre Vallée  
50 220 POILLEY

**Date de notification :** 21/07/2021

**Durée du marché :** 1 an reconductible 3 fois

**Montant annuel du marché :** Montant minimum : ..... 15 000.00 € H.T.  
Montant maximum : ..... 150 000.00 € H.T.

**Montant de l'avenant n°1 :** Sans incidence financière.

**Imputation budgétaire :** Budget principal 2021 et suivants

**Nature de l'acte modifiant le marché :** Fusion par voie d'absorption du titulaire

**Annexes :** Annexe 1 : Extrait KBIS NOMOTECH  
Annexe 2 : Avis de situation SIRET\_ secondaire Puteaux  
Annexe 3 : BODACC annonce 829\_fusion Absorption par Kertel

Annexe 4 : BODACC annonce 1239\_Kertel devient NOMOTECH  
Annexe 5 : RIB NOMOTECH  
Annexe 6 :BODACC Annonce 10062\_Radiation NOMOSPHERE  
Annexe 7 : KBIS EAGLE  
Annexe 8 : Pouvoir de signature  
Annexe 9 : KBIS JPM CONSULTING  
Annexe 10 : KERTEL- Actes du 27-01-2023  
Annexe 11: NOMOTECH - Actes du 25-05-2023

## ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Jean-Philippe MELET, Président agissant au nom et pour le compte de la société **NOMOTECH**,

D'autre part,

## IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

### B - OBJET DE L'AVENANT

#### Article 1 : Rappel du contexte et objet du marché initial

Un accord-cadre à bons de commande relatif aux prestations de mise en œuvre, de maintenance de solutions WIFI, et de prestations complémentaires pour les besoins de la Métropole TPM et la ville de Toulon, a été notifié le 21/07/2021, avec la société NOMOSPHERE (RCS 793 519 232), pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et un montant minimum annuel de 15 000 euros HT et un montant maximum annuel de 150 000 euros HT.

#### Article 2 : Objet et justification du présent avenant

Dans le cadre d'un projet de fusion-absorption ayant pour but de renforcer le positionnement d'acteur de référence de KERTEL sur le marché des télécoms au service des TPR/PME et des collectivités, il a été procédé à la transmission universelle de patrimoine de la Société **NOMOSPHERE** (absorbée) à la Société **KERTEL** (absorbante) devenue **NOMOTECH**.

Sur le plan juridique, cette opération a entraîné la dissolution sans liquidation de la Société absorbée **NOMOSPHERE (RCS 793 519 232)** et transfert en faveur de la Société KERTEL devenue **NOMOTECH (RCS 393 819 636)**, de l'ensemble de l'activité exercée historiquement, des droits, obligations, moyens techniques et humains permettant l'exercice de cette activité, avec effet au 28 novembre 2022.

Concernant les activités exercées dans le présent marché, le nouveau titulaire sera le nouvel établissement secondaire de la Société NOMOTECH (actif depuis le 01/02/2023), immatriculé au RCS 393 819 636 00225, 100-101 100 Terrasse Boieldieu 92800 Puteaux.



### Article 3 : Incidence financière - RIB

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière.

Il n'impacte pas les masses minimum et maximum annuelles du marché.

Les coordonnées bancaires indiquées sur le RIB restent identiques, seul le nom NOMOTECH apparaît dorénavant comme titulaire du compte.

### Article 4 : Délais

La durée d'exécution du contrat est inchangée.

### Article 5 : Application des clauses l'accord-cadre modifié

Toutes les clauses de l'accord cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

## C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le 06/09/2023

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Pour le Président, par délégation

Le Directeur Général Adjoint des Services

**Claude WEISSE**

Pour le titulaire du marché,  
Société NOMOTECH

**Jean-Philippe MELET**



**nomotech**  
Telecom & Cloud Services  
101, terrasse Boieldieu  
CS 40374  
92042 Paris la Défense cedex  
R.C.S. Coutances B 393 819 636



**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**  
à jour au 25 mai 2023

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

Immatriculation au RCS, numéro	393 819 636 R.C.S. Coutances
Date d'immatriculation	22/11/2022
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 24/05/2023
Dénomination ou raison sociale	<b>NOMOTECH</b>
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	10 371 610,00 Euros
- Mention n° 4398 du 01/01/2002	CONVERSION DU CAPITAL SOCIAL EN EUROS EFFECTUEE D'OFFICE PAR LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE EN APPLICATION DU DECRET N°2001-474 DU 30 MAI 2001
Adresse du siège	53 Avenue de la Pierre Vallée Zone Artisanale de l'Estuaire 50220 Poilley
Activités principales	Toute activité se rapportant à la téléphonie et plus particulièrement toute prestation relative à la vente de cartes téléphoniques prépayées, de services Audiotex à usage promotionnel, de services pour les entreprises et le grand public, toutes prestations de services dans le domaine de la communication et des télécommunications, le commerce sous toutes ses formes de tout matériel et marchandises se rapportant au domaine de la communication et des télécommunications
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/02/2093
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

**Commissaire aux comptes titulaire**

Nom, prénoms	BAECKEROOT Guy
Date et lieu de naissance	Le 23/03/1947 à Guéret (23)
Nationalité	Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle	95 bis Boulevard Jean Jaurès 94260 Fresnes

**Commissaire aux comptes suppléant**

Nom, prénoms	BAECKEROOT Christian
Date et lieu de naissance	Le 26/08/1939 à Veyrines-de-Domme (24)
Nationalité	Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle	43 Route de Saint-Germain 78860 Saint-Nom-la-Bretèche

**Président**

Dénomination	Eagle
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
Immatriculation au RCS, numéro	899 429 377 RCS Versailles

**SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION**

- Mention n° 4398 du 16/09/2021	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SAS EURO 6 FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL 66 avenue des Champs Elysées 75008 Paris RCS 882 010 069
- Mention n° 4398 du 17/10/2022	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION VOXITY FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL 3 rue des Arts et Métiers 38000 Grenoble RCS 514 008 929 Grenoble



- Mention n° 4398 du 17/10/2022	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION FDV FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL 76 rue Thiers 92100 Boulogne Billancourt RCS 840 219 364 Nanterre
- Mention n° 4398 du 17/10/2022	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION FDV 94 FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL 76 rue Thiers 92100 Boulogne Billancourt RCS 851 453 787 Nanterre
- Mention n° 4398 du 27/01/2023	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION NOMOSPHERE FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL ZA de l'Estuaire 53 avenue de la Pierre Vallée 50220 Poilley RCS 793 519 232 R.C.S Coutances
- Mention n° 4398 du 27/01/2023	SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION OZONE FORME JURIDIQUE SAS SIEGE SOCIAL ZA de l'Estuaire 53 avenue de la Pierre Vallée 50220 Poilley RCS 448 159 111 R.C.S Coutances
- Mention n° 4398 du 24/05/2023	Opération de fusion à compter du 01/01/2023. Société(s) absorbée(s) ayant participé à l'opération : FULL-CONNECT SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, 166 Boulevard Plombières 13014 Marseille 14e Arrondissement (RCS Marseille 809 136 658); NOMOTECH, Société par actions simplifiée, Zone Artisanale de l'Estuaire 53 Avenue de la Pierre Vallée 50220 Poilley (RCS Coutances 450 186 259)

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

Adresse de l'établissement	53 Avenue de la Pierre Vallée Zone Artisanale de l'Estuaire 50220 Poilley
Nom commercial	KERTEL, KERTEL ENTREPRISES CORPORATE TELECOM, ENDEIS TELECOM, INTERCALL
Activité(s) exercée(s)	Toute activité se rapportant à la téléphonie et plus particulièrement toute prestation relative à la vente de cartes téléphoniques prépayées, de services Audiotex à usage promotionnel, de services pour les entreprises et le grand public, toutes prestations de services dans le domaine de la communication et des télécommunications, le commerce sous toutes ses formes de tout matériel et marchandises se rapportant au domaine de la communication et des télécommunications
Date de commencement d'activité	01/11/2022
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AUTRE ETABLISSEMENT DANS LE RESSORT**

Adresse de l'établissement	53 Avenue de la Pierre Vallée ZA de l'Estuaire 50220 Poilley
Nom commercial	OZONE
Activité(s) exercée(s)	Télécommunications.
Date de commencement d'activité	01/11/2022
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

R.C.S. Grenoble  
R.C.S. Vienne  
R.C.S. Lille Métropole  
R.C.S. Lyon  
R.C.S. Paris  
R.C.S. Nanterre

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

- Mention n° 4398 du 30/07/1998	FUSIONPAR ABSORPTION DE LA SOCIETE PROTE FINANCES SA (RCS NANTERRE B397759334) - A COMPTER DU 25 JUIN 1998 -
---------------------------------	---

**Greffé du Tribunal de Commerce de Coutances**

67 Rue Saint-Nicolas  
50208 Coutances Cedex

N° de gestion 2022B00870

- Mention n° 4398 du 10/04/2002

La société a par décision du 06/09/2001 décidé le transfert de son siège social dans le ressort du GTC de PARIS avec une date d'effet déclarée au 06/09/2001

- Mention n° 4398 du 20/11/1996

LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE

- Mention n° 4398 du 16/06/2011

Société ayant participé à l'opération de fusion : CORPORATE TELECOM SASU 176 Av Charles De Gaulle 92200 Neuilly sur seine 497489294 RCS NANTERRE - effet rétroactif au 01/01/2011

- Mention n° 4398 du 18/06/2013

Société ayant participé à la fusion : ENDEIS TELECOM Société par actions simplifiée 24 rue Emile Menier 75116 Paris 428 969 141 RCS Paris fusion à effet rétroactif au 01/01/2013

- Mention n° 4398 du 18/06/2013

- Mention n° 4398 du 23/09/2014

Société ayant participé à l'opération de fusion : KERTELcom - SARL - 51 rue de Ponthieu 75008 Paris - 533 116 356 RCS Paris - fusion avec effet rétroactif au 01-01-2014.

- Mention n° 4398 du 22/10/2019

Société ayant participé à l'augmentation du capital par fusion KERTELL SAS 66 avenue des Champs Elysées 75008 Paris, Rcs Paris 752 975 466

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

# BODACC

## BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

### ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.bodacc.fr](http://www.bodacc.fr)

**BODACC « A »**

**Annonce n° 829**

**50 – MANCHE**

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE COUTANCES**

**Ventes et cessions**

793 519 232 RCS Coutances.

**NOMOSPHERE.**

*Forme* : Société par actions simplifiée.

*Capital* : 19673.00 EUR.

*Adresse* : 53, Avenue de la Pierre Vallée, ZA de l'Estuaire, 50220 Poilley.

*Oppositions* : Art. L.236-14 du code de commerce.

*Commentaires* : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale TRIBUNAL DE COMMERCE Pour la société absorbante: KERTEL SAS au capital de 10 371 610 euros Siège social : 66, avenue des Champs Elysées, à Paris (75008) 393 819 636 RCS PARIS Pour la société absorbée: Nomosphere SAS au capital de 19.673 euros Siège social : ZA de l'Estuaire, 53, avenue de la Pierre Vallée, à Poilley (50220) 793 519 232 RCS COUTANCES L'évaluation de l'actif et du passif de chaque société participante dont la transmission à la société nouvelle ou absorbante est prévue : actif : 4 611 090 euros passif : 4 142 099 euros Le rapport d'échange des droits sociaux dans chaque société participante : La Société Absorbante détenant à ce jour la totalité des 19.673 actions de la Société Absorbée et s'engageant à les conserver jusqu'à la Date de Réalisation, il ne sera pas établi de rapport d'échange des droits sociaux, du fait de l'impossibilité pour celle-ci de devenir propriétaire de ses propres actions. Lors la réalisation de la Fusion, la Société Absorbante renoncera à exercer ses droits en sa qualité d'associé de la Société Absorbée. La Fusion ne donnera lieu à aucune émission d'action nouvelle de la Société Absorbante, ni à aucune augmentation corrélative de son capital social. Le boni de fusion sera d'un montant de 449 318 euros Le montant prévu de la prime de fusion: néant (fusion simplifiée) La date du projet commun de fusion: 21/10/2022 Les date et lieu du dépôt au RCS au titre de chaque société participante: Au Tribunal de commerce de Paris le 24/10/2022 au titre de la société Absorbante Au Tribunal de Commerce de Coutance le 24/10/2022 au titre de la société Absorbée.

## SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE

A la date du 05/07/2023

<b>Description de l'entreprise</b>	<b>Entreprise active depuis le 05/01/1994</b>
Identifiant SIREN	393 819 636
Identifiant SIRET du siège	393 819 636 00217
Dénomination	NOMOTECH
Catégorie juridique	5710 - SAS, société par actions simplifiée
Activité Principale Exercée (APE)	61.10Z - Télécommunications filaires
Appartenance au champ de l'ESS <sup>1</sup>	Non
Appartenance au champ des sociétés à mission	Non

<b>Description de l'établissement</b>	<b>Etablissement actif depuis le 01/02/2023</b>
Identifiant SIRET	393 819 636 00225
Enseigne	KERTEL
Adresse	NOMOTECH 100-101 100 TERRASSE BOIELDIEU 92800 PUTEAUX
Activité Principale Exercée (APE)	61.10Z - Télécommunications filaires

1 : Economie Sociale et Solidaire

**Important :** A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).

**Avertissement :** Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.

# BODACC

## BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

### ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIÈRE  
MINISTRE**

Direction de l'information  
légale et administrative

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.bodacc.fr](http://www.bodacc.fr)

**BODACC « B »**

**Annonce n° 10062**

**50 - Manche**

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE COUTANCES**

**Radiations**

793 519 232 RCS Coutances.

**NOMOSPHERE.**

Forme : Société par actions simplifiée.

Capital : 19673.00 EUR.

Adresse du siège social : 53, Avenue de la Pierre Vallée, ZA de l'Estuaire, 50220 Poilley.


## POUVOIR DE SIGNATURE

Je soussigné(e) Jean-Philippe MELET  
agissant en qualité de Président  
au sein de la société EAGLE,  
autorise Jean-Philippe MELET  
à signer les contrats conclus avec METROPOLE DE TOULON pour le compte de la  
société NOMOTECH

Fait pour valoir ce que de droit,

à PARIS, le 16 août 2023

Signature du donneur de pouvoir  
(nom, prénom)

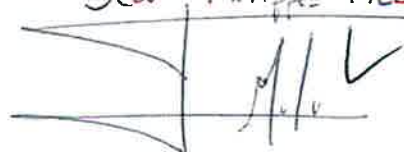
Jean-Philippe MELET  


Cachet de la société



**nomotech**  
Telecom & Cloud Services  
101, terrasse Boieldieu  
CS 40374  
92042 Paris la Défense cedex  
R.C.S. Coutances B 393 819 636

Signature du receveur de pouvoir  
(nom, prénom)

Jean-Philippe MELET  


RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 05838

Numéro SIREN : 393 819 636

Nom ou dénomination : KERTEL

Ce dépôt a été enregistré le 27/01/2023 sous le numéro de dépôt 10894



2301089601

DATE DEPOT : 27/01/2023

NUMERO DE DEPOT : 2023R010894

N° GESTION : 2002B05838

N° SIREN : 393819636

DENOMINATION : KERTEL

ADRESSE : 66 ave des Champs Elysées 75008 Paris

DATE ACTE : 01/12/2022

TYPE ACTE : Décision(s) de l'associé unique



**KERTEL**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 10.371.610 euros  
Siège social : 66, avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris  
393 819 636 RCS Paris  
(la « Société »)

**DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
EN DATE DU [17] DECEMBRE 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux,

Le [1er] décembre 2022

---

Le soussigné,

**EAGLE**, une société par actions simplifiée, au capital de 2.289.941 euros, dont le siège social est situé 29, avenue du Maréchal Lyautey, à La-Celle-Saint-Cloud (78170), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 899 429 377, elle-même représentée par la société JPM Consulting SAS (RCS 789 265 535 RCS Versailles), son président, disposant de tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Après avoir constaté que la société In Extenso SECAG, commissaire aux comptes de la Société, a été dûment informé des présentes décisions,

Ayant reconnu avoir pris connaissance des documents suivants :

- les projets de traités de fusion-absorption simplifiée des sociétés Nomosphère SAS (RCS Coutances 793 519 232) (« Nomosphère ») et Ozone SAS (RCS Coutances 448 159 111) (« Ozone ») avec la Société ;
- les comptes sociaux de la Société au 31 décembre 2021 ;
- les statuts de la Société (les « Statuts ») ;

agissant en qualité d'associé unique (l'« Associé Unique ») détenant ainsi la totalité des actions composant le capital social de la Société, a adopté, conformément aux dispositions du Code de commerce et de l'article 14 des Statuts, les décisions qui suivent, aux termes du présent acte sous seing privé et qui portent sur l'ordre du jour suivant :

- approbation des conditions des présentes décisions (*Première Décision*) ;
- approbation de la fusion de la Société avec les sociétés Nomosphère et Ozone (les « Sociétés Absorbées ») et des termes et conditions des projet de traité de fusion en date du 21 octobre 2022 entre la Société et les Sociétés Absorbées (les « Traités de Fusion ») (*Deuxième Décision*) ;
- constatation de la levée des conditions suspensives des Traités de Fusion et réalisation définitive des fusions entre la Société et les Sociétés Absorbées (les « Fusions ») par la dissolution de celles-ci et leur radiation du registre des greffes compétents (*Troisième Décision*) ;
- pouvoir pour les formalités (*Quatrième Décision*).

## PREMIERE DECISION

*(Approbation des conditions dans lesquelles les décisions qui suivent sont prises)*

L'Associé Unique,

- connaissance prise des documents cités ci-dessus en préambule,

Confirme être suffisamment informé pour la prise des décisions qui suivent et renonce, en tant que de besoin, à se prévaloir d'une quelconque nullité ou sanction à cet égard.

## DEUXIEME DECISION

*(Approbation de la fusion avec les Sociétés Absorbées,  
ainsi que des termes et conditions des Traités de Fusion)*

L'Associé Unique,

- après avoir pris connaissance des Traités de Fusion aux termes desquels les Sociétés Absorbées apportent à la Société dans le cadre des Fusions l'ensemble de leurs biens, droits et obligations, en contrepartie de la prise en charge de l'intégralité de leurs passifs ;
- conformément aux termes des dispositions statutaires relatives aux décisions d'associé unique de l'article 14 des Statuts,

Accepte et approuve dans tous ces termes et conditions les Traités de Fusion (en ce compris leurs annexes) et, en conséquence, les Fusions elles-mêmes, les conditions et termes de l'évaluation des apports et de leur rémunération, moyennant la reprise des passifs par la Société ;

Approuve expressément que les Fusions prennent effet fiscalement et comptablement de façon rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## TROISIEME DECISION

*(Constatation de la levée des conditions suspensives du Traité de Fusion  
et réalisation définitive des Fusions)*

L'Associé Unique,

- après avoir plus particulièrement pris connaissance de l'article 4.1, de la Section IV des Traités de Fusion relatif aux « Conditions suspensives de réalisation » (les « Conditions Suspensives ») ;

Constate que les Conditions Suspensives sont levées ;

Décide que les Fusions sont définitives et qu'elles prennent effet juridiquement à compter de la date d'expiration du délai d'opposition des créanciers stipulée aux termes de l'article 4.1. de la Section IV des Traités de Fusion, soit pour chaque Société Absorbée, le 28 novembre 2022. En conséquence, les Sociétés Absorbées sont dissoutes au même moment et radiées ; par ailleurs, les Fusions ne donnent lieu à aucune émission d'actions nouvelles de la société absorbante, ni à aucune augmentation corrélative de leur capital social.

#### QUATRIEME DECISION

*(Pouvoirs pour les formalités)*

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal des décisions, qui précèdent aux fins d'effectuer les formalités prescrites par la loi. A cet effet, l'Associé Unique donne pouvoir à la société SAB Formalités (3, boulevard de Sébastopol; à Paris (75001) afin de déposer aux greffes des tribunaux de commerce compétents, pour le compte de la Société et des Sociétés Absorbées, les actes et documents nécessaires et plus largement faire toutes les formalités liées aux Fusions.

L'exemplaire original du présent acte sous seing privé des décisions de l'Associé Unique sera inséré dans le registre des délibérations des associés de la Société et conservé au siège social de celle-ci.

**Eagle SAS**

représentée par JPM Consulting  
dûment représentée par M. Jean-Philippe Melet,  
son Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J.P. Melet', is written over a horizontal line. The signature is stylized and includes a large 'M' and 'L'.



N° de gestion 2021B03095

**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 29 mars 2023

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

Immatriculation au RCS, numéro	899 429 377 R.C.S. Versailles
Date d'immatriculation	18/05/2021
Dénomination ou raison sociale	<b>Eagle</b>
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	2 289 941,00 Euros
Adresse du siège	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
Activités principales	Holding
Durée de la personne morale	Jusqu'au 18/05/2120
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social	31/12/2021

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Président**

Dénomination	JPM CONSULTING
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
Immatriculation au RCS, numéro	789 265 535 Versailles

**Directeur général**

Dénomination	SCIPION DEVELOPPEMENT
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	7 Allée du Bois Besons 78430 Louveciennes
Immatriculation au RCS, numéro	898 932 850 Versailles

**Directeur général**

Dénomination	IPQUITY
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	147 la Fouquelinère 50180 Agneaux
Immatriculation au RCS, numéro	527 693 618 RCS Coutances

**Directeur général**

Dénomination	NOMO EQUITY
Forme juridique	Société à responsabilité limitée à associé unique
Adresse	11 Place Carnot 50300 Avranches
Immatriculation au RCS, numéro	803 026 129 RCS Coutances

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

Adresse de l'établissement	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
Activité(s) exercée(s)	Holding
Date de commencement d'activité	17/05/2021
Origine du fonds ou de l'activité	Création

*Mode d'exploitation*

**Exploitation directe**

**Le Greffier**



A handwritten signature in black ink, appearing to be "C. Mignot", written over a horizontal line.

**FIN DE L'EXTRAIT**



**RCS : COUTANCES**

**Code greffe : 5002**

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

---

**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

**Le greffier du tribunal de commerce de COUTANCES atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

**Numéro de gestion : 2022 B 00870**

**Numéro SIREN : 393 819 636**

**Nom ou dénomination : NOMOTECH**

Ce dépôt a été enregistré le 25/05/2023 sous le numéro de dépôt 1833

**KERTEL**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 10.371.610 euros  
Siège social : 66, avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris  
393 819 636 RCS Paris  
(la « **Société** »)

**DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
EN DATE DU 3 MAI 2023**

L'an deux-mille-vingt-trois,

Le 3 mai 2023

Le soussigné,

**EAGLE**, une société par actions simplifiée, au capital de 2.185.486 euros, dont le siège social est situé 29, avenue du Maréchal Lyautey, à La-Celle-Saint-Cloud (78170), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 899 429 377, elle-même représentée par la société JPM Consulting SAS (RCS 789 265 535 RCS Versailles), son président, disposant de tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Après avoir constaté que la société In Extenso SECAG, commissaire aux comptes de la Société, a été dûment informé des présentes décisions,

Ayant reconnu avoir pris connaissance des documents suivants :

- les projets de traités de fusion-absorption simplifiée des sociétés Nomotech SAS (RCS Coutances 450 186 259) (« **Nomotech** ») et Full Connect SAS (RCS Marseille 809 136 658) (« **Full Connect** ») avec la Société ;
- les comptes sociaux de la Société au 31 décembre 2022 ;
- les statuts de la Société (les « **Statuts** ») ;

agissant en qualité d'associé unique (l'« **Associé Unique** ») détenant ainsi la totalité des actions composant le capital social de la Société, a adopté, conformément aux dispositions du Code de commerce et de l'article 14 des Statuts, les décisions qui suivent, aux termes du présent acte sous seing privé et qui portent sur l'ordre du jour suivant :

- approbation des conditions des présentes décisions (*Première Décision*) ;
- approbation de la fusion de la Société avec les sociétés Full Connect et Nomotech (les « **Sociétés Absorbées** ») et des termes et conditions des projet de traité de fusion en date du 24 mars 2023 entre la Société et les Sociétés Absorbées (les « **Traités de Fusion** ») (*Deuxième Décision*) ;
- constatation de la levée des conditions suspensives des Traités de Fusion et réalisation définitive des fusions entre la Société et les Sociétés Absorbées (les « **Fusions** ») par la dissolution de celles-ci et leur radiation du registre des greffes compétents (*Troisième Décision*) ;
- modification des Statuts s'agissant de la raison sociale de la Société (*Quatrième Décision*) ;
- transfert du siège social de la Société et modification des Statuts (*Cinquième Décision*) ;
- pouvoir pour les formalités (*Sixième Décision*).

\* \*

### PREMIERE DECISION

*(Approbation des conditions dans lesquelles les décisions qui suivent sont prises)*

L'Associé Unique,

- connaissance prise des documents cités ci-dessus en préambule,

Confirme être suffisamment informé pour la prise des décisions qui suivent et renonce, en tant que de besoin, à se prévaloir d'une quelconque nullité ou sanction à cet égard.

\* \*

### DEUXIEME DECISION

*(Approbation de la fusion avec les Sociétés Absorbées,  
ainsi que des termes et conditions des Traités de Fusion)*

L'Associé Unique,

- après avoir pris connaissance des Traités de Fusion aux termes desquels les Sociétés Absorbées apportent à la Société dans le cadre des Fusions l'ensemble de leurs biens, droits et obligations, en contrepartie de la prise en charge de l'intégralité de leurs passifs ;
- conformément aux termes des dispositions statutaires relatives aux décisions d'associé unique de l'article 14 des Statuts,

Accepte et approuve dans tous ces termes et conditions les Traités de Fusion (en ce compris leurs annexes) et, en conséquence, les Fusions elles-mêmes, les conditions et termes de l'évaluation des apports et de leur rémunération, moyennant la reprise des passifs par la Société ;

Approuve expressément que les Fusions prennent effet fiscalement et comptablement de façon rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

\* \*

### TROISIEME DECISION

*(Constatation de la levée des conditions suspensives du Traité de Fusion  
et réalisation définitive des Fusions)*

L'Associé Unique,

- après avoir plus particulièrement pris connaissance de l'article 4.1, de la Section IV des Traités de Fusion relatif aux « Conditions suspensives de réalisation » (les « **Conditions Suspensives** ») ;

Constate que les Conditions Suspensives sont levées ;



Décide que les Fusions sont définitives et qu'elles prennent effet juridiquement à compter des présentes décisions de l'Associée Unique de la Société telle que stipulé aux termes de l'article 4.1. de la Section IV des Traités de Fusion, soit pour chaque Société Absorbée, le 3 mai 2023. En conséquence, les Sociétés Absorbées sont dissoutes au même moment et radiées ; par ailleurs, les Fusions ne donnent lieu à aucune émission d'actions nouvelles de la Société, ni à aucune augmentation corrélative de leur capital social.

\*  
\*                      \*

#### QUATRIEME DECISION

*(Modification des Statuts s'agissant de la dénomination sociale de la Société)*

Décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit :

« **Article 3 – Dénomination** »

La dénomination de la société est :

**NOMOTECH**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

\*  
\*                      \*

#### CINQUIEME DECISION

*(Transfert du siège social de la Société et modification des Statuts)*

Conformément à l'article 4 des statuts de la Société,

Décide de transférer le siège social du 66, avenue des Champs-Élysées à Paris (75008) au 53, avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, à Poilley (50220), à compter de ce jour.

L'article 4 (« *siège social* ») des statuts de la Société est donc modifié comme suit :

« le siège social est fixé au :

**53, avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, à Poilley (50220)**

Les autres informations figurant aux termes de l'article 4 des statuts de la Société demeurent inchangées.

\*  
\*                      \*

## SIXIEME DECISION

### *(Pouvoirs pour les formalités)*

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal des décisions, qui précèdent aux fins d'effectuer les formalités prescrites par la loi. A cet effet, l'Associé Unique donne pouvoir à la société SAB Formalités (3, boulevard de Sébastopol, à Paris (75001) afin de déposer aux greffes des tribunaux de commerce compétents, pour le compte de la Société et des Sociétés Absorbées, les actes et documents nécessaires et plus largement faire toutes les formalités liées aux Fusions et aux modifications statutaires de la Société telles qu'approuvées aux termes des décisions susvisées.

L'exemplaire original du présent acte sous seing privé des décisions de l'Associé Unique sera inséré dans le registre des délibérations des associés de la Société et conservé au siège social de celle-ci.



**Eagle SAS**

représentée par JPM Consulting

dûment représentée par M. Jean-Philippe Melet,  
son Président

**Liste des sièges sociaux successifs de Nomotech (anciennement Kertel)**

à jour au 3 mai 2023

Avant août 1999 (Note : à cette date, la société avait pour dénomination sociale "Intercall") :

- 88, avenue du général Leclerc, 92100 Boulogne

Septembre 1999 :

- 70, avenue du général de Gaulle, 92058 Paris La Défense

Mars 2013 :

- 51, rue de Ponthieu, 75008 Paris

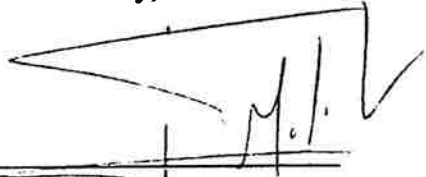
2019 (Note : à cette date, la société "Kertel" a absorbé la société "Intercall") :

- 66, avenue des Champs Élysées, 75008

3 Mai 2023 (Note : à cette date, la société "Kertel" devient "Nomotech")

- 53 avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, Poilley 50220

Fait à Poilley, le 3 mai 2023

  
Le Président

Représenté par : M. Jean-Philippe Melet

## **NOMOTECH**

Société par actions simplifiée  
au capital de 10 371 610 euros

Siège Social : 53, avenue de la Pierre Vallée,  
Zone Artisanale de l'Estuaire, à Poilley (50220)

393 819 636 R.C.S Coutances

## **STATUTS**

MIS A JOUR LE 3 MAI 2023

" Certifié conforme à l'original "

— J. H. L.

# **NOMOTECH**

**Société par actions simplifiée**

**au capital de 10 371 610 euros**

**Siège Social : 53, avenue de la Pierre Vallée, Zone  
Artisanale de l'Estuaire, à Poilley (50220)**

**393 819 636 R.C.S Coutances**

## **STATUTS**

### **Article 1 - Forme**

La société, constituée sous la forme d'une société anonyme, a adopté, en vertu des décisions de l'actionnaire unique en date du 30 septembre 2011, la forme de société par actions simplifiée.

La société continue à exister entre les propriétaires des actions existantes et de toutes celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est depuis la date du 30 septembre 2011 soumise à la loi régissant les sociétés par actions simplifiée et aux présents statuts.

### **Article 2 - Objet**

La société continue d'avoir pour objet directement ou indirectement en France ou à l'étranger :

- toute activité se rapportant à la téléphonie et plus particulièrement toute prestation relative à la vente de cartes téléphoniques prépayées, de services audiotex à usage promotionnel et de services pour les entreprises et le grand public ;
- toute prestation relative aux services interactifs, télématiques, vocaux ou autres ;
- l'étude, le conseil, la création, l'organisation, le montage ainsi que la vente ou la revente de matériel liés au secteur de la communication informatique ;
- l'édition et l'exploitation de services audiotex, vidéotex, télécopie, médias-électronique, borne interactives et multi-médias ;
- toute prestation relative à la revente de trafic ou de capacité de minutes auprès d'opérateurs ou entreprises ;
- toute prestation relative à la sauvegarde et l'hébergement auprès des entreprises ;
- la prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, agricoles, financières ou immobilières cotées ou non cotées, par voie de création de société ou entreprises nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports de souscriptions, d'achat de titres, de droits sociaux, fusions, associations en participation, toutes opérations financières quelconques, ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet social ou avec tout objet similaire ou connexe;

Et plus généralement, la participation de la société par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions, ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusions ou autres, ainsi que toutes opérations quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tout objet similaire ou annexe et susceptible de faciliter le développement de la société.

### **Article 3 - Dénomination**

La dénomination de la société est :

**NOMOTECH**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

### **Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé au :

**53, avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, à Poilley (50220)**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'actionnaire unique. En cas de pluralité d'actionnaires, il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président sous réserve de la ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

### **Article 5 - Durée**

La durée de la société reste fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée et de prorogation.

### **ARTICLE 6 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de dix million trois cent soixante et onze mille six cent dix euros (10 371 610 €).

Il est divisé en dix millions trois cent soixante et onze mille six cent dix actions (10 371 610 actions) d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

## **Article 7 - Modifications du capital**

I - Le capital social peut-être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur en vertu d'une décision de l'actionnaire unique ou décision extraordinaire des actionnaires prise dans les conditions fixées aux articles 16 et 17 des présentes, sur le rapport du Président.

En cas de pluralité d'actionnaires, les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des actionnaires peut également décider la suppression de ce droit en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire prise dans les conditions fixées aux articles 16 et 17 des présentes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

L'actionnaire unique ou les actionnaires peut ou peuvent déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

II - Le capital social peut-être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du Président.

Elle peut avoir lieu notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires, en cas de pluralité d'actionnaires.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale extraordinaire peut déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la réduction de capital.

## **Article 8 - Forme et libération des actions**

### **8.1. Forme des actions**

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes individuels tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'actionnaire.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

## **8.2. Libération des actions**

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

### **Article 9 - Droits et obligations attachés aux actions**

1° Chaque action donne droit, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

2° L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires en cas de pluralité d'actionnaires.

3° Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4° Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.



Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5° Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux consultations collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propriétaire peut participer aux décisions collectives mêmes à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote. A cet effet, le nu-propriétaire devra être convoqué à toutes les assemblées de la société.

6° Les actionnaires ayant nanti leurs actions continuent de représenter seuls les actions par eux remises en gage.

## **Article 10 - Cession et transmission des actions**

### **10.1. Forme.**

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

## **10.2. Cession**

### **10.2.1. Cession par l'actionnaire unique.**

Les cessions d'actions par l'actionnaire unique sont libres.

### **10.2.2. Pluralité d'actionnaires.**

Si la société vient à compter plusieurs actionnaires, toute cession d'actions à un tiers, descendants, ascendants, conjoint ou conjoint pacsé est soumise à agrément de la collectivité des actionnaires dans les conditions ci-après :

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque associé, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les noms, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective extraordinaire des actionnaires dans les conditions fixées aux articles 14 et 15 des présentes, le cédant prenant part au vote. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

La décision prise par les actionnaires est notifiée dans les huit jours de la décision collective extraordinaire, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément.

En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

A cet effet, le Président avisera les actionnaires de la cession projetée par lettre recommandée en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les actionnaires au Président, par lettre recommandée AR, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le Président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers, sous réserve du respect de la procédure d'agrément prévue au présent article.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Le Président sollicite cet accord par lettre recommandée AR à laquelle le cédant doit répondre dans les huit jours de la réception.

En cas d'accord, le Président provoque une décision collective des actionnaires à l'effet de décider du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du Tribunal de Commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le Président notifie au cédant les noms, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7° La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président ou d'un délégué du Président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

8° Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas de cession de la nue-propriété des actions ou de leur usufruit, en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent également en cas de fusion d'une personne morale associée de la société avec une personne morale non associée. Dans ce cas, l'associé devra se soumettre à la procédure prévue par le présent article, dans les mêmes conditions que pour une cession.

Elles s'appliquent également, *mutatis mutandis*, à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières composées émis par la société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes des actionnaires de la société, ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée.

9° La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme associé est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

10° En cas d'attribution d'actions de la présente société à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaires seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées au 1° ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision des actionnaires, dans les trois mois de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° à 4° ci-dessus. A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 5° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

## **Article 11 - Sanction du non-respect des dispositions de l'article 10**

Il ne pourra être procédé au virement des actions du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après justification par le cédant du respect des procédures ci-dessus.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

## **Article 12 - Président - Autres Dirigeants**

### **12.1 Président**

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires dans les conditions de l'article 14 ci-après.

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les actionnaires un mois au moins à l'avance.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieur à trois (3) mois, Il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par une décision collective ordinaire des actionnaires.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires statuant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires dans les conditions de l'article 14 ci-après.

La révocation du Président n'a pas à être motivée et ne peut donner lieu à quelque indemnité que ce soit.

La rémunération du Président est fixée par l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires dans les conditions de l'article 14 ci-après. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, le Président pourra être remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs à l'exception de la représentation de la société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

## **12.2 Autres Dirigeants**

Le Président peut être assisté d'un ou de plusieurs Directeurs Généraux, actionnaires ou non.

L'actionnaire unique ou les actionnaires par décision collective ordinaire statuant dans les conditions de l'article 14 ci-après peuvent nommer le ou les Directeurs Généraux.

La décision de nomination du ou des Directeurs Généraux fixe la durée de son mandat.

Le mandat du ou des Directeurs Généraux est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois qui pourra être réduit lors de la décision de nomination d'un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le ou les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 14 ci-après sur la proposition du Président. Leur révocation doit être motivée et pourra donner lieu éventuellement, à indemnité.

L'attribution d'une rémunération au Directeur Général et le montant de celle-ci est fixée par l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires dans les conditions des articles 14 ci-après. Elle peut-être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Le Directeur Général représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi ou les statuts aux actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet social ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

### **Article 13 - Conventions entre la société et la direction et/ou certaines personnes**

1. Actionnaire unique. Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'actionnaire unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues par le Président et le ou les directeurs généraux, s'ils en existent, sont soumises à son approbation.

2. Pluralité d'actionnaires. En cas de pluralité d'actionnaires, toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être communiquée par le Président aux commissaires aux comptes dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ladite convention.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

### **Article 14 - Décisions des actionnaires**

#### **A) Actionnaire unique.**

L'actionnaire unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- modifications du capital social ;
- fusion, la scission ou un apport partiel d'actif de la société ;
- transformation de la société en société d'une autre forme ;
- approbation des comptes et affectation du résultat ;
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant non actionnaire et la société ;
- nomination et révocation du Président ;

- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- toutes modifications statutaires.

Le ou les commissaires aux comptes sont avertis de toute décision de l'actionnaire unique.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président ou du Directeur général, s'il en existe.

Les décisions de l'actionnaire unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

#### **B) Pluralité d'actionnaires.**

1° Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent résulter d'un acte exprimant le consentement des actionnaires. Tous moyens de communication - vidéo, mail, fax, e-mail, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2° Sont prises en assemblée générale les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, l'agrément de nouveaux actionnaires, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination du Président, du Directeur général et des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant la majorité du capital social.

3° L'assemblée générale est convoquée par le Président ou le Directeur général.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Pendant la période de liquidation, l'assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs.

Le lieu de réunion est fixé par l'auteur de la convocation.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour.



L'assemblée générale est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes, le ou les liquidateurs, le mandataire désigné en justice, est présidée par l'auteur de la convocation.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président et l'un des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents.

4° En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens au moins 15 jours à l'avance. Les actionnaires disposent d'un délai de huit (8) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de huit (8) jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

5° Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou en donnant pouvoir à cet effet à un autre associé, ou en cas d'associé personne morale, en donnant pouvoir à un mandataire de l'associé concerné. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6° Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

7° Demande d'inscription de résolutions par le Comité d'entreprise

En cas de constitution d'un comité d'entreprise au sein de la Société, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées au siège social de la société par le comité d'entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet dans les conditions des articles L.2323-67 al 2 et R.2323-14 du Code du travail, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de vingt-cinq jours au moins avant la date de la réunion de l'associé unique ou des actionnaires ou de l'envoi des documents en cas de consultation des actionnaires par correspondance.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président de la société accuse réception au représentant du comité d'entreprise mentionné ci-dessus des projets de résolution par lettre recommandée ou par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions définies à l'article R.225-63 du Code de commerce dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

#### **Article 15 - Décisions extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, l'émission de valeurs mobilières, l'agrément de cession d'actions, la fusion, la scission, la dissolution, la transformation de la société et à la modification des statuts.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

En cas de défaut de quorum, il est procédé dans les mêmes conditions de forme que la première convocation à une deuxième convocation. Cette assemblée réunie sur deuxième convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins la moitié des actions ayant droits de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément lors des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un actionnaire,
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre, toutes les décisions visant à augmenter les engagements des actionnaires ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

#### **Article 16 - Décisions ordinaires**

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent plus de la moitié des actions ayant droits de vote. Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

En cas de défaut de quorum, il est procédé dans les mêmes conditions de forme que la première convocation à une deuxième convocation. Cette assemblée réunie sur deuxième convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins la moitié des actions ayant droits de vote. Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

#### **Article 17 - Information des actionnaires**

Tout associé a le droit d'obtenir à sa demande, avant toute consultation, des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

### **Article 18 - Exercice social**

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

### **Article 19 - Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels conformément aux dispositions de l'article L.123-12 et suivants du Code de commerce.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Une assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

### **Article 20- Résultats sociaux**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

#### **Article 21 - Contrôle des comptes**

En cas d'obligation légale, la collectivité des actionnaires ou l'associé unique désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, la collectivité des actionnaires peut procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les actionnaires.

#### **Article 22 - Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président. En cas de nomination d'un Directeur Général, la décision de nomination de ce dernier pourra prévoir que les délégués du comité d'entreprise exercent auprès de ce dernier les droits qui leur sont attribués par la loi.

#### **Article 23 - Paiement des dividendes - Acomptes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des actionnaires.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes, lorsqu'il en est désigné un, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **Article 24 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter les actionnaires en assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale extraordinaire est publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **Article 25 - Transformation**

La société peut se transformer en société d'une autre forme sous réserve du respect des obligations légales.

La décision de transformation est prise par l'assemblée générale extraordinaire sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

#### **Article 26 - Dissolution - Liquidation**

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'actionnaire unique.

2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première Instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

3. En cas de pluralité d'actionnaires, la dissolution de la société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément au Livre 11 du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

4. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

#### **Article 27 - Contestations**

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

# BODACC

## BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIÈRE  
MINISTRE** Direction de l'information  
légale et administrative  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE  
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15  
[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)  
[www.bodacc.fr](http://www.bodacc.fr)

**BODACC « B »**

**Annonce n° 1239**

**50 - Manche**

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE COUTANCES**

**Modifications et mutations diverses**

393 819 636 RCS Coutances.

**NOMOTECH.**

*Forme* : Société par actions simplifiée.

*Capital* : 10371610.00 EUR.

*Administration* : Commissaire aux comptes titulaire : BAECKEROOT Guy ; Commissaire aux comptes suppléant : BAECKEROOT Christian ; Président : Eagle.

*Activité* : KERTEL, KERTEL ENTREPRISES CORPORATE TELECOM, ENDEIS TELECOM, INTERCALL.

*Adresse du siège social* : 53, Avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, 50220 Poilley.

*Adresse de l'établissement principal* : 53, Avenue de la Pierre Vallée, Zone Artisanale de l'Estuaire, 50220 Poilley.

*Commentaires* : Modification survenue sur l'administration, la dénomination, transfert du siège social..

*Date de commencement d'activité* : 1<sup>er</sup> novembre 2022.





**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 29 mars 2023

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	789 265 535 R.C.S. Versailles
<i>Date d'immatriculation</i>	12/11/2012
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>JPM CONSULTING</b>
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	2 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
<i>Activités principales</i>	TOUTES PRESTATIONS DE CONSEIL EN STRATEGIE GESTION FUSION ACQUISITION MANAGEMENT
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 12/11/2111
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 septembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

**Président**

<i>Nom, prénoms</i>	MELET Jean-Philippe
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 23/12/1978 à Paris 14 <sup>e</sup> Arrondissement (75)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	29 Avenue du Maréchal Lyautey 78170 La Celle-Saint-Cloud
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Toutes prestations de conseil en stratégie gestion fusion acquisition management
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/10/2012
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT